

PROJET DE LOI N° 3

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES DU SECTEUR MUNICIPAL

Amendement

Commission de l'aménagement du
territoire

Déposé le : 25 novembre 2014

N° de dépôt : CAT- 039

Secrétaire : [Signature]

Article 12

Remplacer l'article 12 par le suivant :

« 12. L'indexation automatique de la rente des retraités au 31 décembre 2013 peut être suspendue en totalité ou en partie par l'organisme municipal à compter du 1^{er} janvier 2017 lorsqu'il est démontré que le régime n'est pas pleinement capitalisé dans une évaluation actuarielle établie avec les données arrêtées au 31 décembre 2015. Les retraités et l'organisme municipal assument alors à parts égales les déficits imputables aux retraités, à moins que l'organisme municipal ne décide d'en assumer une part plus élevée qui peut atteindre 55%. Lorsque la valeur de la suspension est supérieure à la part des déficits qui doit être assumée par les retraités, le solde continue d'être versé aux retraités sous la forme d'une indexation automatique partielle.

Si les déficits constatés dans l'évaluation actuarielle établie avec les données arrêtées au 31 décembre 2015 sont supérieurs à ceux établis dans l'évaluation actuarielle établie avec les données arrêtées au 31 décembre 2013, la valeur de la suspension de l'indexation est basée sur cette dernière évaluation.

Lorsque l'indexation automatique de la rente des retraités a été suspendue et que l'excédent d'actif défini au deuxième alinéa de l'article 15 est constaté dans une évaluation actuarielle postérieure à celle établie avec les données arrêtées au 31 décembre 2015, une indexation de la rente doit être versée. Cette indexation représente la valeur de l'indexation suspendue depuis l'évaluation actuarielle précédente ou, si l'excédent est insuffisant, la valeur de cet excédent. Elle est rétablie à compter de l'exercice financier qui suit le dernier exercice financier pris en compte dans l'évaluation actuarielle.

Par la suite, sur la base de la même évaluation actuarielle, une indexation de la rente des retraités, établie selon la formule prévue au régime, doit aussi être versée lorsque l'excédent d'actif est suffisant. Si l'excédent est insuffisant pour en verser la totalité une portion de celle-ci peut être versée.

La valeur de l'indexation partielle prévue au premier alinéa doit être exclue du calcul de l'indexation prévue au troisième et au quatrième alinéas. Cette indexation n'est pas versée rétroactivement.

Les indexations prévues au troisième et au quatrième alinéas doivent être établies à chaque évaluation actuarielle postérieure à celle établie avec les données arrêtées au 31 décembre 2015 lorsqu'un excédent d'actif défini au deuxième alinéa de l'article 15 est constaté.

La part des déficits imputable à l'organisme municipal doit être remboursée sur une période de 15 ans et ces déficits ne peuvent être consolidés.

Tout nouveau déficit imputable aux retraités au 31 décembre 2013 et constaté dans une évaluation actuarielle postérieure au 31 décembre 2015, est à la charge de l'organisme municipal. » .

PROJET DE LOI N° 3

LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES DU SECTEUR MUNICIPAL

Sous-amendement

Article 16

Remplacer, dans le deuxième alinéa de l'article 16, « au troisième alinéa » par « aux troisième et quatrième alinéas ».